

*Bulletin d'informations du deuxième semestre 2021*



## PROGRAMME GOUVERNANCE DES INDUSTRIES EXTRACTIVES DU CENTRE CARTER EN RDC

THE  
CARTER CENTER



### *Dans ce numéro*

BRÈVE PRESENTATION  
DU PGIE

ACTIVITÉS DU  
PROGRAMME ET DES  
PARTENAIRES LOCAUX

*Droits humains et impacts  
locaux*

*Analyses des revenus  
fiscaux et parafiscaux*

*Appui à la mise en oeuvre  
du processus ITIE*

DÉVELOPPEMENTS  
MAJEURS DU SECTEUR  
EXTRACTIF

*Ce bulletin d'informations présente les activités réalisées par le Programme Gouvernance des Industries Extractives (PGIE) du Centre Carter et ses partenaires dans leurs efforts de contribution à l'amélioration de la gouvernance du secteur extractif en République Démocratique du Congo.*

*Il est publié trimestriellement et aborde les thèmes couverts par le mandat du Programme Gouvernance des Industries extractives. Le bulletin présente également les développements majeurs du secteur extractif durant la période couverte par le numéro.*

# BRÈVE PRÉSENTATION DU PROGRAMME PGIE



*Le Programme Gouvernance des Industries Extractives du Centre Carter travaille pour la promotion de la transparence et de la redevabilité dans l'exploitation des ressources extractives (mines et hydrocarbures) en République Démocratique du Congo.*

*Le Programme vise à s'assurer que l'exploitation des ressources extractives contribue au développement durable et au respect des droits humains des populations congolaises.*

*Nous intervenons dans trois volets complémentaires, à savoir la promotion de la transparence et de l'accessibilité des informations du secteur extractif, la conduite des études et analyses des revenus fiscaux et parafiscaux, ainsi que les études d'évaluation des impacts des projets extractifs sur les droits humains. Pour cela, nous appuyons notamment les acteurs locaux de la société civile dans le monitoring du secteur extractif et le suivi des réformes pour plus de transparence de redevabilité dans le secteur.*

*Nous tenons également le site web [www.congomines.org](http://www.congomines.org), un centre de documentation en ligne qui rassemble les informations et documents du secteur extractif provenant des acteurs étatiques, du secteur privé, de la société civile, des médias, du monde académique, etc.*

# ACTIVITES DU PROGRAMME ET DES PARTENAIRES LOCAUX

Juillet-Décembre 2021

## DROITS HUMAINS ET IMPACTS LOCAUX

### Accompagnement des processus de signature et d'exécution des cahiers des charges de responsabilité sociétale des entreprises minières

Le Programme PGIE et les partenaires de la société civile ont poursuivi l'appui aux processus d'élaboration et d'exécution des cahiers des charges de responsabilité sociétale des entreprises minières dans les provinces du Haut-Katanga, du Lualaba et du Nord-Kivu. Cet appui a consisté au renforcement des capacités et à l'accompagnement des parties prenantes dans les négociations et l'élaboration des cahiers des charges.

En outre, le Programme accompagne le processus de mise en place des organes provinciaux et locaux chargés de l'instruction et du suivi de l'exécution des cahiers des charges.

Ces activités ont bénéficié de l'appui financier de la coopération Allemande (GIZ) ) travers le Projet DISM.

### Dans la Province du Haut-Katanga

**Ville de Lubumbashi et Territoire de Kipushi:** Entre Aout et Octobre 2021, Le Centre Carter et ses partenaires de OMGC(Oil and Gouvernance Center) ont appuyé les sessions d'installation des Comités Locaux de Suivi(CLS) des cahiers des charges des entreprises Ruashi Mining et SOMIKA opérant dans les communes Ruashi et Annexes à Lubumbashi et dans la Chefferie de Kaponda en Territoire de Kipushi.

Le Centre Carter et OMGC ont également assuré le renforcement des capacités des membres de ces CLS.



Séance de travail entre OMGC, TCC et les bourgmestres de la commune Annexe & Ruashi sur l'appui de la mise en place des organismes locaux de suivi et d'instruction du cahier des charges, Août 2021

**Secteur de Bukanda:** Le Centre Carter et les partenaires de OCE (Observatoire Congolais de l'Environnement) ont accompagné les communautés locales dans le processus de signature du cahier des charges de responsabilité sociétale avec l'entreprise MMG/Kinsevere. Grâce à cet accompagnement les représentants des communautés locales et de l'entreprise MMG/Kinsevere ont signé en Juillet 2021 le cahier des charges. L'entreprise a transmis ce cahier des charges à la commission permanente d'instruction de la Province du Haut-Katanga.



Signature du cahier des charges de responsabilité sociétale avec l'entreprise MMG/Kinsevere, Juillet 2021



Atelier sur la mise en place des comités locaux de suivi et accompagnement de la commission provinciale d'instruction des cahiers des charges des entreprises Ruashi Mining et SOMIKA, Novembre 2021

## Plaidoyer pour la signature de l'arrêté provincial portant approbation des cahiers des charges

Le Centre Carter et ses partenaires OMGC et OCE ont conduit une campagne de plaidoyer auprès des autorités provinciales du Haut-Katanga pour la signature des arrêtés provinciaux portant approbation des cahiers des charges des responsabilités sociétales des entreprises.

Ces efforts de plaidoyer ont abouti à la signature de trois arrêtés provinciaux en Novembre 2021 ayant approuvé les cahiers des charges des entreprises Ruashi Mining, SOMIKA et STL; cela en faveur des communautés de la Ville de Lubumbashi, et de la Chefferie de Kaponda.

Ces arrêtés ont été formellement remis aux représentants des entreprises minières concernées par le Gouverneur de Province.

### Dans la province du Lualaba

En Novembre 2021, le Centre Carter et son partenaire de Action pour la Défense des Droits Humains (ADDH) ont facilité le processus d'installation de six (6) Comités Locaux de Suivi (CLS) des cahiers des charges. Ces CLS concernent les cahiers des charges des entreprises minières TFM, KAMOA COPPER, CMOC/KISANFU, MKM, LAMIKAL et KIMIN.

Les membres de ces CLS ont également bénéficié des sessions de renforcement des capacités sur les processus de négociations et de contrôle de l'exécution des cahiers des charges.



Remise des Arrêtés provinciaux portant approbation des cahiers des charges des RSE SOMIKA, STL & Ruashi Mining par le Gouverneur du Haut-Katanga, Novembre 2021



Photo de famille : Atelier de formation des CLS des cahiers des charges TFM, MKM, LAMIKAL, KIMIN et CMOC-Kisanfu

## Dans le Nord-Kivu

### *Appui à la mise en place des organismes locaux d'instruction et de suivi des cahiers des charges.*

En juillet, le Centre Carter et les partenaires de IFEDD (Initiative des femmes pour le développement durable), ont formé les membres de la commission permanente d'instruction des cahiers des charges de responsabilité sociétale dans la Province du Nord-Kivu.

Le Centre Carter et IFEDD ont également facilité l'installation des membres de la commission d'instruction des cahiers des charges de responsabilité sociétale de la Province du Nord-Kivu et du CLS du cahier des charges de l'entreprise Alphamines Bisie dans le secteur de Wanyanga en territoire de Walikale.

En octobre, le Centre Carter et IFEDD ont coorganisé une autre activité pour illustrer les étapes des négociations, d'instruction et d'approbation du cahier des charges, et identifier des problèmes rencontrés lors du processus d'instruction en proposant des pistes des solution à ces problèmes.

“

*Appui à la mise  
en place des  
organismes  
locaux  
d'instruction et  
de suivi des  
cahiers des  
charges*



Formation des membres de la Commission Permanente d'instruction des cahiers des charges de la Province du Nord - Kivu



Photo de famille : Atelier de presentation et amélioration du projet du guide sur la négociation, l'approbation et suivi des cahiers des charges, Décembre 2021

*Consultations des parties prenantes sur le projet de Guide pratique relatif aux processus de négociations, d'approbation, d'exécution et de suivi des cahiers des charges de responsabilité sociétale des entreprises minières.*

Dans le but d'aider les parties prenantes à mieux conduire les processus des cahiers des charges, le Centre Carter élabore un Guide devant contribuer à la vulgarisation et à la bonne compréhension des dispositions légales et réglementaires sur le cahier des charges. Le Guide entend également offrir des solutions pratiques sur certains aspects peu réglementés.

En décembre 2021, le Centre Carter et son partenaire OMGC ainsi que le Projet ProGERIM de la GIZ ont facilité à Lubumbashi une session de travail technique avec les parties prenantes sur l'enrichissement de ce Guide avant sa publication. Invitées à cette session, les parties prenantes des provinces du Haut-Katanga et du Lualaba ont formulé des observations et améliorations à apporter dans le Guide.

“

*Développement du Guide de négociation, exécution et suivi des cahiers des charges*



Discours du Directeur du bureau TCC Lubumbashi à l'atelier sur présentation et amélioration du projet du guide sur la négociation et suivi d'exécution du cahier des charges, Décembre 2021



Travaux en carrefour des parties prenantes au projet du guide sur la négociation et suivi d'exécution du cahier des charges, Décembre 2021

# GESTION DES FONDS DE LA REDEVANCE MINIERE AU SEIN DES PROVINCES, ETD ET FOMIN

## *Développement des outils de gestion de la redevance minière et du Fond minier pour les générations futures (fomin)*

Dans le cadre du Consortium Makuta ya Maendeleo , le Centre Carter et six(6) autres organisations de la société civile membres notamment le CdC/Ituri, Justice pour Tous (Sud-Kivu), ADDH(Lualaba), IBDGH(Lualaba), OEARSE (Haut-Katanga) et Resource Matters, travaillent pour que les revenus du secteur minier contribuent au développement durable des populations congolaises. C'est dans ce cadre que le Consortium Makuta facilite les consultations entre les parties prenantes afin de construire un consensus pour l'adoption des stratégies efficaces de gestion des redevances minières provinciales et locales et du FOMIN (Fonds Minier pour les générations futures). Les activités du Consortium bénéficient de l'appui financier de l'Aùbassade des Etats-Unis en RDC

### *Lancement des activités du consortium Makuta ya MAENDELEO*

Bien qu'ayant commencé depuis presque une année, les activités du consortium avaient été officiellement lancée au mois de juillet 2021 en présence de Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur des Etats Unis en RDC et de quelques officiels, dont Son Excellence Nicolas Kazadi Ministre des Finances, Monsieur Judé Badibanga et Monsieur Eblavi Eboma respectivement conseiller spécial en charge de la lutte contre la pauvreté et conseiller principal au collège mines et énergie du Président de la République ainsi que du Coordonnateur national de l'ITIE.

“

## *Développement d'une stratégie de gestion de la redevance minière dans les ETD*



Photo du lancement des activités du consortium Makuta Ya Maendeleo à la résidence de Monsieur l'ambassadeur des USA en RDC, Juillet 2021

### *Consultations avec les parties prenantes sur la stratégie redevance minière*

Au mois d'Aout 2021, le Consortium a facilité des consultations des parties prenantes sur les problématiques de la gestion de la redevance minière dans les ETD . Ces consultations ont été menée lors de la session conjointe de deux plates formes de dialogue multi-acteurs sur le secteur minier (IDAK et IDAKI) tenu à Kolwezi et qui avait réuni des acteurs des principales provinces minières du pays (Haut-Katanga, Haut-Uele, Ituri, Nord-Kivu, Lualaba, Sud-Kivu et Maniema). Les conclusions de ces consultations ont été utilisé pour élaborer la première mouture de la stratégie de gestion de la redevance minière dans les ETD.



## *Atelier national de validation du projet d'arrêté et de la stratégie nationale de gestion des fonds de la redevance minière dans les provinces et les ETD et du FOMIN*

En Octobre 2021, Le Consortium Makuta et le Secrétariat Technique de l'ITIE ont co-facilité à Kinshasa l'atelier des parties prenantes afin d'enrichir le projet d'arrêté sur la gestion des redevances minières provinciales et locales et le développement des outils complémentaires de gestion des redevances minières locales avant leur transmission aux autorités compétentes pour adoption. Les travaux de cet atelier ont permis aux experts du gouvernement, des entreprises minières et de la société civile d'adopter la version finale du projet d'arrêté et de définir les orientations sur les outils complémentaires ainsi que les améliorations à apporter sur le cadre réglementaire du FOMIN.



Adoption par les parties prenantes du projet d'arrêté fixant les modalités pratiques de gestion de la redevance due aux Provinces et aux ETD, Octobre 2021

## **TRANSPARENCE DANS LA GESTION DES ENTREPRISES ETATIQUES DU SECTEUR EXTRACTIF**

En Aout 2021, le Centre Carter a publié un communiqué de presse saluant la publication pour la toute première fois des états financiers de la Gécamines. Le communiqué encourageait la Gécamines de maintenir cette bonne pratique de transparence et invitait les autres entreprises publiques du secteur extractif à emboîter ce bon pas de la Gécamines en adoptant la pratique de redevabilité conforme à l'esprit de la Norme ITIE et du Code Minier révisé.

## **RENÉGOCIATION DES CONTRATS MINIERS EN RDC**

Faisant suite à l'annonce du Président de la République faite à Lubumbashi et à Kolwezi en Mai 2021 sur son intention de lancer un processus de renégociation de certains contrats miniers, le Centre Carter et ses partenaires de la société se sont penchés sur la question en formulant des recommandations pratiques pour assurer un processus transparent et crédible de l'évaluation et de la renégociation des contrats miniers.



Photo d'illustration: Bâtiment Gécamines à Lubumbashi

“  
*Plaidoyer pour la définition d'une bonne approche du processus de renégociation des contrats miniers*”



Au mois de septembre 2021, une réunion avait été organisée avec quelques partenaires pour analyser les différentes initiatives du gouvernement sur le processus de renégociation des contrats miniers, proposer des recommandations pouvant contribuer à un processus transparent et participatif. Les travaux de cet atelier avaient à l'élaboration de la note technique reprenant les recommandations de la société civile sur le processus d'évaluation et de renégociation des contrats miniers.



Séance de travail avec les OSC sur le processus d'évaluation des contrats miniers signés par l'État et les entreprises du portefeuille de l'État, Septembre 2021

## MISE EN ŒUVRE DU PROCESSUS ITIE



En Septembre 2021, Le Centre Carter a co-facilité une session d'échanges entre les organisations de la société civile et leurs délégués au Comité Exécutif de l'ITIE sur les priorités de la société civile dans le processus de la validation de la RDC à l'ITIE.

A l'issue de cette session, les participants ont décidé d'organiser un autre atelier pour définir la feuille de route de la société civile pendant la période de pré-validation.

### *Facilitation de l'atelier de formation sur les notions fondamentales de l'ITIE*

A la demande de la POM (Plateforme des Organisation de la société civile œuvrant dans le secteur Minier), le Centre Carter a facilité une formation, pendant deux jours, de quinze magistrats membres du réseau des acteurs judiciaires impliqués dans la lutte contre la corruption et crimes économiques, en septembre dernier.

Cette formation avait notamment porté sur les notions approfondies de l'ITIE (Initiative de Transparence dans les Industries Extractives) et particulièrement sur la Norme ITIE, le processus de collecte et validation des données ITIE, l'élaboration des rapports ITIE, et le rôle du comité national de l'ITIE et du secrétariat technique etc.



Photo de famille : Atelier de formation des magistrats sur l'utilisation des données ITIE, Septembre 2021

### *Analyse des données du Rapport ITIE assoupli sur la redevance minière*

En Novembre, le consortium Makuta a publié une autre note analysant cette fois le projet de rapport thématique relatif à la collecte et à l'affectation de la redevance minière et à la rétrocession de 10% des recettes pétrolières.

Cette note soulève des préoccupations sur la fiabilité, l'exhaustivité et le manque de détails dans les informations fournies par le projet de rapport thématique sur l'état des lieux de la collecte et de l'affectation de la redevance minière ainsi que la rétrocession de 10% des recettes pétrolières de catégorie B revenant.

Au mois de juin, le Consortium Makuta ya Maendeleo avait rendu publique une note d'analyse des données de la redevance contenus dans le rapport ITIE assoupli 2018, 2019, premier trimestre 2020, qui résume les conclusions des analyses faites et formule des recommandations pour les améliorations des déclarations et des prochains rapports ITIE.

Analysant les conclusions et recommandations contenu dans cette note, le Comité Exécutif avait demandé au consortium d'analyser le rapport thématique sur la redevance minière après sa publication afin de voir dans quelle mesure elle répondrait aux préoccupations soulevées dans la note. Makuta - Note ITIE-4.pdf (congomin.org)

# DEVELOPPEMENTS MAJEURS DU SECTEUR EXTRACTIF

*Quelques faits majeurs ont marqué le développement du secteur minier congolais durant le deuxième trimestre 2021*

## LES ETATS GÉNÉRAUX AUX MINES

Son Excellence Madame la Ministre des Mines avait organisé du 08 au 10 juillet 2021 les états généraux du secteur minier, sous le thème " *Secteur minier, moteur de croissance et du développement socio-économique de la RDC*".



Etats généraux des mines, Edition 2021

Les travaux des états généraux avaient réuni environ 220 personnes et visaient, entre autre, à dégager des recommandations susceptibles de permettre l'élaboration d'une feuille de route pouvant permettre d'apporter des solutions à différents problèmes du secteur.

## SIGNATURE DE L'ARRÊTÉ SUR LE MANUEL DE GESTION DE LA DOTATION DE 0,3% DU CHIFFRE D'AFFAIRE DES ENTREPRISES MINIÈRES POUR CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT

Madame la Ministre des Mines et son collègue des Affaires sociales ont signé, en décembre 2021, l'arrêté interministériel portant approbation du manuel des procédures de gestion de la dotation de 0,3 % minimum du chiffre d'affaire pour contribution aux projets de développement communautaire dans le secteur minier.

En marge de cette signature, la société civile a invité les parties prenantes à travailler pour l'installation rapide de ces Organismes spécialisés auprès de chaque opérateur minier afin de permettre le lancement de l'exécution des projets et infrastructures d'intérêt communautaire en faveur des communautés bénéficiaires.

Pour honorer la mémoire de feu Jean Marie Kabanga, l'un des acteurs clés de la société civile qui a milité pour l'institution et la mise en œuvre de cette dotation, la société civile décide de baptiser cet arrêté en « Arrêté Jean Marie Kabanga ».



Signature de l'arrêté sur le manuel de gestion de la dotation de 0.3% du chiffre d'affaire

## NOMINATION DES MANDATAIRES DU FOMIN

En décembre 2021, le président de la République Son Excellence Monsieur Felix TSHISEKEDI a nommé des mandataires du FOMIN (Fonds Minier pour les générations futures). Cette nomination va permettre à l'opérationnalisation du FoMin qui a pour but d'assurer le partage intergénérationnel des revenus du secteur minier.

## PUBLICATION DES RAPPORTS THÉMATIQUES DANS LE CADRE DE L'ITIE

En complément au rapport ITIE assoupli de Mars 2021, quelques études thématiques abordant des questions spécifiques de transparence ont été publiées par le CE de l'ITIE. Il s'agit des rapports thématiques sur :

*Etat des Lieux de la répartition et de l'affectation de la redevance minière ainsi que de la rétrocession de 10% des recettes pétrolières de catégorie B*

Etat des lieux de la répartition et de l'affectation de la redevance minière ainsi que de la rétrocession de 10% des recettes pétrolières de catégorie B aux provinces productrices  
Exercices 2018 – 2019 et 1<sup>er</sup> semestre 2020



Ce rapport décrit, entre autre, les textes légaux et réglementaires relatifs à la redevance minière et aux recettes pétrolières, décrit l'analyse les mécanismes de collecte, de répartition et de gestion de ces revenus, établit les écarts entre la législation et les pratiques en rapports avec ces revenus et formule des recommandations aux parties prenantes à l'ITIE.

### Etat des lieux sur l'octroi de l'application des procédures des droits miniers et pétroliers



Ce rapport décrit le cadre légal applicable en matière d'octroi des droits miniers et pétroliers en RDC, dresse un état de lieu de l'application de ce cadre légal en décelant les écarts entre la loi et la pratique et propose des recommandations pour améliorer la mise en oeuvre du cadre légal.

### Etude d'évaluation de la mise en oeuvre de la convention de collaboration relative au développement d'un projet minier et d'un projet d'infrastructure en RDC Evaluation de l'exécution du contrat Sicomines



Ce rapport présente un Etat des lieux de la mise en oeuvre de l'accord entre le groupement d'entreprises chinoises et le gouvernement congolais aussi bien dans son volet infrastructure que dans celui lié à l'exploitation minière.

### Rapport thématique sur la divulgation des contrats extractifs en RDC



Ce rapport décrit les textes légaux et réglementaires en matière de divulgation des contrats extractifs, évalue la politique du Gouvernement en matière de divulgation des contrats ainsi que son application. il décrit également les mécanismes mise en place (Processus de contractualisation et de divulgation), il identifie les difficultés et les obstacles à la divulgation exhaustive et systématique des contrats extractifs, propose un plan de publication des contrats (Contrat publiés et contrats non encore publiés). Enfin, le rapport formule les recommandations pratiques au Comité Exécutif pour améliorer la politique et les mécanismes de divulgation des contrats extractifs

# THE CARTER CENTER



PROGRAMME GOUVERNANCE DES INDUSTRIES  
EXTRACTIVES

237B, av. Likasi, commune de Lubumbashi  
LUBUMBASHI

Contact: [ismael.tutu@cartercenter.org](mailto:ismael.tutu@cartercenter.org)  
Tél: +243812883580